

Trump a encore une chance de rester à son poste selon Edouard Husson

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 01 décembre 2020

Source [Boulevard Voltaire] Au micro de *Boulevard Voltaire*, l'historien décrypte les questions suscitées par le score de Biden, au regard des fraudes massives avérées. Rien n'est joué d'avance, selon Edouard Husson, c'est une question de temps. A quelle vitesse ces plaintes, qui peuvent faire basculer l'élection, seront-elles traitées ? Les avocats de Trump auront-ils le temps d'intervenir dans les délais impartis ?

Cela fait plusieurs semaines que les [élections américaines](#) sont a priori passées. Tout le monde annonçait [Joe Biden](#) vainqueur et tout le monde semble se satisfaire de ce scénario. Néanmoins quand on s'intéresse à la politique américaine, on s'aperçoit que rien n'est encore joué. Concrètement, [Donald Trump](#) a-t-il encore une chance de rester à son poste ?

Très clairement, oui. Donald Trump a encore une chance non négligeable de rester à son poste. Contrairement à ce que l'on peut lire, ici et là, il y a des preuves accablantes de fraudes. Elles sont de différentes sortes. Des électeurs avaient été théoriquement désinscrits d'un État parce qu'ils avaient déménagé dans un autre, et finalement, on les a fait voter dans leur État d'origine, en même temps qu'ils votaient dans leur État de réinstallation.

Un certain nombre de votes par correspondance ne sont pas valides. Visiblement, des enveloppes n'avaient pas été envoyées à temps. Y a-t-il eu fabrication de vote par correspondance au dernier moment dans les États les plus disputés ? Les démocrates se sont aperçus que Trump était en train de gagner l'élection.

Il y a de sérieuses interrogations sur un possible hacking des logiciels de décompte des voix et des manipulations à distance.

Il y a deux scénarios possibles. Le premier, c'est que la Justice américaine prend son temps et examine ces preuves. Si c'est le cas, il sera difficile, pour les avocats de Donald Trump, d'obtenir gain de cause dans les délais impartis par la Constitution. Cette dernière a été rédigée à la fin du XVIIIe siècle. On peut imaginer que Joe Biden entre à la Maison-Blanche. Cependant, il n'y a pas de raison que les poursuites s'arrêtent et il pourrait finir en étant obligé de quitter la Maison-Blanche une fois que la fraude aura été trouvée.

Le deuxième scénario que je n'exclus pas est que le sujet remonte, dans les temps, jusqu'à la Cour suprême qui demande soit un recompte des voix dans des États où il faudra établir ce que sont les bulletins légaux soit qu'ils disent qu'on ne peut pas déterminer qui a gagné. À ce moment-là, c'est tout le processus de vote des grands électeurs qui est remis en cause. On va vers un vote qui relèverait de la Chambre des représentants pour le président. Par conséquent, Donald Trump serait sûr de l'emporter, puisque 26 États sont républicains, alors que 23 sont démocrates.

Ces fraudes sont-elles suffisamment significatives pour invalider l'élection ? Pour l'instant, le camp démocrate et la plupart des médias *mainstream* se contentent de la thèse : il y a des fraudes, mais elles sont trop disparates pour vraiment peser dans l'élection.

Les fraudes sont massives. J'apprécie que les médias *mainstream* disent « Il y a bien eu de la fraude, mais elle n'est pas assez importante ». L'exemple des électeurs que l'on aurait fait voter deux fois dans leur État d'origine et dans l'État où ils se sont réinscrits après avoir déménagé représente un nombre supérieur à la différence de voix qu'il y a dans certains États.

En Pennsylvanie, 600.000 voix sont en cause. C'est bien plus que la différence de voix entre les deux candidats. Précisément, la question est de savoir à quelle vitesse ces plaintes, qui peuvent faire basculer l'élection parce que la différence de voix est suffisant, seront traitées.

L'entreprise Dominion est au cœur des débats. Elle gère plus ou moins la dimension électronique des votes. Cette entreprise a été sous le feu des critiques pour des dysfonctionnements assez alarmants. La plupart des employés auraient soit supprimé leur compte LinkedIn soit, tout simplement, viré l'information qu'ils travaillaient pour Dominion. Sait-on quel rôle a joué cette entreprise dans les élections ?

Une enquête est en cours. Pour donner le fait le plus récent, un juge a donné l'ordre, en Géorgie, que les ordinateurs qui utilisaient le logiciel Dominion ne fassent pas de mise à jour ni de réinitialisation, de manière à ce que la plainte déposée par Sidney Powell, l'un des avocats qui travaillent à faire la lumière sur ce qu'il s'est passé, puisse se rendre compte de ce qui s'est passé au moment de l'élection présidentielle. En Géorgie, il doit y avoir des élections sénatoriales en janvier. Par conséquent, il était très pratique de faire une réinitialisation de l'ordinateur ou de remettre à jour le logiciel. Cela aurait pu permettre d'effacer les données.

Hier, le juge a d'abord donné cet ordre, puis il s'est visiblement rétracté sous la pression et, finalement, il l'a bien redonné. C'est pour vous dire le bras de fer qui est en jeu entre ceux qui, vraisemblablement, ont organisé un système de fraude de façon concertée et ceux qui veulent faire valoir les droits du peuple américain.